

MÉMORIAL  **Memorial**
DU des
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. **Großherzogthums Luxemburg.**

SAMEDI, 21 avril 1883.

N^o 20.

Samstag, 21. April 1883.

Loi du 14 février 1883, qui accorde la naturalisation à M. Chrétien Scholl, maître-fleur à Weidingen.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 40 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878 sur les naturalisations;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 30 janvier 1883, et celle du Conseil d'Etat du 2 février suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Chrétien Scholl, maître-fleur, demeurant à Weidingen, né à Bourscheid (Aix-a-Chapelle) le 6 novembre 1843.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

La Haye, le 14 février 1883.

GUILLAUME.

Le Directeur général
de la justice,
Paul EYSCHEN.

Gesetz vom 14. Februar 1883, wodurch dem Hrn. Christian Scholl, Spinmeister zu Weidingen, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878 über die Naturalisationen;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 30. Januar und derjenigen des Staatsrathes vom 2. Februar 1883, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Die Naturalisation ist dem Hrn. Christian Scholl, Spinmeister, wohnhaft zu Weidingen, geboren zu Burscheid (Aachen) am 6. November 1843, verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Haag den 14. Februar 1883.

Wilhelm.

Der General-Director
der Justiz,
Paul Eyschen.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848, n° 2.)

La naturalisation accordée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 7 avril courant par M. Chrétien Scholl, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par le bourgmestre de la ville de Wiltz et dont l'expédition a été déposée à la division de la justice.

Luxembourg, le 18 avril 1885.

Le Directeur général de la justice,
Paul EYSCHEN.

Arrêté royal grand-ducal du 17 avril 1883, concernant les frais de route et de séjour des chargés d'affaires.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu Notre arrêté du 3 mai 1869, portant règlement général des frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les chargés d'affaires sont assimilés, quant aux frais de déplacement et de séjour, aux directeurs généraux.

Art. 2. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui recevra son application à partir du 1^{er} janvier de l'année courante.

Walton-on-Thames, le 17 avril 1885.

GUILLAUME.

Le Ministre d'État, président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848, Nr. 2.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Christian Scholl bewilligte Naturalisation ist von ihm am 7. März c. angenommen worden, wie solches aus einem am nämlichen Tage vom Bürgermeister der Stadt Wiltz aufgenommenen Protokoll hervorgeht, von welchem eine Ausfertigung bei der Division der Justiz eingegangen ist.

Luxemburg den 18. April 1885.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Königl.-Groß. Beschluß vom 17. April 1883, die Reise- und Aufenthaltskosten der Geschäftsträger betreffend.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 3. Mai 1869, wodurch die Reise- und Aufenthaltskosten der Beamten und Angestellten des Staates geregelt werden;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Geschäftsträger sind bezüglich der Reise- und Aufenthaltskosten den General-Directoren gleichgestellt.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, dessen Wirksamkeit bis zum 1. Januar laufenden Jahres zurückreicht.

Walton on Thames den 17. April 1885.

Wilhelm.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung.
F. de Blochausen.

Arrêté royal grand-ducal du 17 avril 1883, décrétant la réunion du service des postes et de celui des télégraphes sous une même direction.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 29 mars 1871, concernant l'organisation de l'administration des télégraphes, et l'art. 7 de la loi du 1^{er} février 1882 sur l'organisation de l'administration des postes ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les services des postes et des télégraphes sont réunis sous une seule direction.

Art. 2. Est nommé aux fonctions de directeur de l'administration des postes et des télégraphes, M. Charles *Rischar*, avocat général près la cour supérieure de justice à Luxembourg.

Art. 3. M. Antoine *Gruber*, contrôleur de 1^{re} classe des postes, et M. Georges *Faber*, contrôleur de 2^e classe des postes, porteront le titre d'inspecteur des postes de 1^{re} et respectivement de 2^e classe.

M. Philippe *Bourg*, directeur du service télégraphique, portera le titre d'inspecteur des télégraphes.

M. Jean-Pierre *Reis*, chef de bureau de la direction des postes, est nommé chef de bureau de la direction des postes et télégraphes.

Art. 4. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Walton-on-Thames, le 17 avril 1883.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

GUILLAUME.

Königl.-Groß. Beschluß vom 17. April 1883, wodurch die Vereinigung des Post- und des Telegraphen-Dienstes unter einer Direktion angeordnet wird.

Nir *Wilhelm III*, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 1 *Al.* 2 des Gesetzes vom 29. März 1871 über die Einrichtung der Telegraphenverwaltung, und des Art. 7 des Gesetzes vom 1. Februar 1882 über die Einrichtung der Postverwaltung ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Post- und der Telegraphendienst sind unter einer einzigen Direktion vereinigt.

Art. 2. Zum Direktor der Post- und Telegraphenverwaltung ist ernannt Hr. Karl *Rischar*, General-Advokat am Ober-Gerichtshofe zu Luxemburg.

Art. 3. Den *H. A. Gruber* und *G. Faber*, Postcontroleure I. bzw. II. Classe, wird der Titel eines Postinspektors I. bzw. II. Classe beigelegt.

Dem Hrn. *Ph. Bourg*, Direktor des Telegraphendienstes, wird der Titel eines Telegraphen-Inspektors beigelegt.

Hr. *J. P. Reis*, Bureauchef der Postdirektion, ist zum Bureauchef der Post- und Telegraphen-Direktion ernannt.

Art. 4. Unser General Director der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Walton-on-Thames, den 17. April 1883.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Wilhelm.

Avis. — Dette publique.

Les obligations non amorties de l'emprunt grand-ducal de 1863 seront munies d'une nouvelle série de coupons pour la période du 1^{er} mai 1883 au 1^{er} mai 1903. Les propriétaires de ces obligations pourront obtenir les nouvelles feuilles de coupons contre la remise des talons qu'ils détiennent, savoir :

- à Luxembourg, près de la Banque Internationale ;
- à Francfort s/M., près de la maison de banque d'Erlanger et fils ;
- à Amsterdam, près de la maison de banque Lippmann, Rosenthal et Comp. ; et
- à Hambourg, près de la Banque de l'Allemagne du Nord.

A Luxembourg la remise des nouveaux coupons se fera de suite sur la production des anciens talons, tandis que dans les trois autres villes les porteurs recevront d'abord de leurs talons un reçu qui, revêtu de leur acquit, sera échangé plus tard contre les nouveaux coupons qui s'y rapportent.

Aux talons devra être joint un relevé indiquant les numéros successifs.

A cet effet les maisons susmentionnées délivreront gratuitement des formules imprimées.

La remise aura lieu sans frais tant à Luxembourg qu'aux trois autres places susdénommées. Les frais de correspondance et d'envoi sur d'autres places seront à charge des prêteurs.

Après le 31 juillet 1883, l'échange ne se fera plus qu'à Luxembourg près de la Banque Internationale, contre remboursement des frais de correspondance et de port.

Ce qui précède ne concerne pas les personnes privées, les établissements publics et les compagnies financières ou industrielles qui possèdent des certificats nominatifs ou dont les obligations sont déposées, - à un titre quelconque, dans la caisse de l'État. La Recette générale fera d'office l'échange des anciens ta-

Bekanntmachung. — Staatsschuld.

Zu den noch nicht gekündigten Obligationen des Großherzoglich-Luxemburgischen Staats-Anlehens vom Jahre 1863 werden weitere Coupons für die Periode vom 1. Mai 1883 bis dahin 1903 nebst Talon ausgefolgt. Die Inhaber solcher Obligationen können die neuen Couponsbogen gegen Rückgabe der in ihren Händen befindlichen Talons beziehen :

- in Luxemburg bei der Internationalen Bank ;
- in Frankfurt a/M. bei dem Bankhaus von Erlanger und Söhne ;
- in Amsterdam bei dem Bankhaus Lippmann, Rosenthal und Comp. ;
- in Hamburg bei der Norddeutschen Bank.

Die Ausgabe der Coupons in Luxemburg erfolgt unmittelbar, während bei den auswärtigen Stellen über die eingereichten Talons Empfangsbcheinigungen ausgestellt werden, die bei späterer Ausfolgung der entsprechenden neuen Couponsbogen, quittirt, zurückzugeben sind.

Den Talons ist ein nach der Nummerfolge geordnetes Verzeichniß derselben beizufügen. Formulare dazu werden an vorbezeichneten Stellen unentgeltlich verabfolgt.

Die Besorgung geschieht kostenfrei sowohl in Luxemburg als an den drei andern vorbenannten Plätzen. Correspondenz- und Versendungskosten nach dritten Orten fallen zu Lasten der Inhaber.

Nach dem 31. Juli d. J. geschieht der Umtausch nur mehr zu Luxemburg bei der Internationalen Bank gegen Ersatz der Correspondenz- und Versendungskosten.

Vorgehendes betrifft nicht solche Privatpersonen, öffentliche Anstalten, Finanz- und Industrie-Gesellschaften, welche nominativ-Bescheinigungen besitzen oder deren Obligationen aus irgend welcher Ursache in der Großherzoglichen Staatskasse hinterlegt sind. Die General-Einnahme bewirkt von Amtswegen den Umtausch der alten Talons

lons contre les nouvelles feuilles de coupons pour toutes les obligations de l'emprunt grand-ducal de 1863 dont elle est dépositaire.

Luxembourg, le 20 avril 1885.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

gegen die neuen Couponsbogen für alle Obligationen des Staatsanlehens von 1863, welche sie in Gewahrjam hat.

Luxemburg den 20. April 1885.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Avis. — Erratum.

M. Mohren d'Essingen, nommé membre suppléant de la commission instituée par l'arrêté du 21 mars dernier, inséré au Mémorial du 31 du même mois, n° 16, pour l'examen et l'admission des taureaux et des verrats à présenter aux concours du canton de Mersch, porte le prénom de «*Mathias*», et non celui de «*Jean*».

Luxembourg, le 20 avril 1885.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
F. DE BLOCHAUSEN.

Bekanntmachung. — Erratum.

Hr. Mohren aus Essingen, welcher durch den in Nr. 16 des Memorials vom 31. März d. J. veröffentlichten Beschluß vom 21. dess. Mts. zum Ergänzungsmitglied der zur Untersuchung der auf den Concursen des Cantons Mersch vorzuführen- den Stiere und Ober eingesezten Commission des Cantons Mersch, ernannt worden ist, trägt den Vornamen „*Mathias*“ und nicht „*Johann*“.

Luxemburg den 20. April 1885.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
F. de Blochausen.

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour la médecine, composé des docteurs en médecine, en chirurgie et en accouchement, MM. *Niederborn* de Luxembourg, président, *Glusener* de Diekirch, *Metzler* d'Esch-sur-l'Alzette, *Klein* de Mondorf-les-bains, membres, et *Fonck* de Luxembourg, membre-secrétaire, se réunira en session extraordinaire dans la salle des séances du Collège médical à l'ancien hôtel de Gouvernement, les 7, 8 et 9 mai prochain, à l'effet de procéder à l'examen de M. *Victor Feyder* de Diekirch, récipiendaire pour le doctorat en chirurgie et pour le doctorat en accouchement.

L'examen aura lieu de la manière suivante : lundi, 7 mai, à 9 heures du matin et à 3 heures de relevée, examen par écrit pour le doctorat en chirurgie ; mardi, 8 mai, à 2 heures de relevée, examen oral suivi de l'examen pratique

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für die Medicin, bestehend aus den Doctoren der Medicin, der Chirurgie und der Geburtshilfe H. H. *Niederborn* von Luxemburg, als Präsident, *Gläser* zu Diekirch, *Mehler* zu Esch an der Alzette, *Klein* zu Bad-Mondorf, als Mitglieder, und *Fonck* zu Luxemburg, als Mitglied-Secretär, wird in außerordentlicher Sitzung in dem Sitzungs-Saale des Medicinal-Collegiums im früheren Regierungsgebäude am 7., 8. und 9. künftigen Mai zusammentreten, um zur Prüfung des Hrn. *Victor Feyder* aus Diekirch, Recipient für's Doctorat der Chirurgie und für's Doctorat der Geburtshilfe zu schreiten.

Die Prüfung wird in folgender Weise stattfinden : Montag, den 7. Mai, um 9 Uhr Vor- und 3 Uhr Nachmittags, schriftliche Prüfung für's Doctorat der Chirurgie ; Dienstag, 8. Mai, um 2 Uhr Nachmittags, mündliche und darnach prak-

pour le même doctorat; mercredi, 9 mai, à 9 heures du matin, examen par écrit pour le doctorat en accouchement, et le même jour à 2 heures de relevée, examen oral suivi de l'examen pratique pour le même doctorat.

Luxembourg, le 19 avril 1885.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

tische Prüfung für dasselbe Doctorat; Mittwoch, 9. Mai, 9 Uhr Vormittags, schriftliche Prüfung für's Doctorat der Geburtshilfe, und am nämlichen Tage, 2 Uhr Nachmittags, mündliche und darnach praktische für's nämliche Doctorat.

Luxemburg den 19. April 1885.

Der General-Director der Finanzen,
W. Mongenast.

Avis. — Emprunts communaux

Le résultat du tirage au sort, par les soins du Gouvernement de différents emprunts communaux contractés par l'entremise de l'ancienne Banque Nationale, et dont les numéros sortis sont remboursables le 1^{er} juillet prochain, est le suivant :

Bekanntmachung. — Gemeindeanleihen.

Das Resultat der seitens der Regierung angeordneten Loosziehung verschiedener durch Vermittelung der vormaligen Nationalbank gemachten Gemeindeanleihen, deren ausgeloste Titel am nächsten 1. Juli rückzahlbar sind, ist folgendes:

NOM des COMMUNES.	Désignation de L'EMPRUNT.	Numéros sortis du tirage, titres à		Désignation de la caisse où doit se faire le remboursement.
		100 fr.	500 fr.	
Basbellain	28,400 frs.	60. 102.	»	Crédit foncier.
Contern	8,000 »	5. 19. 25.	1.	Banque Internationale.
Differdange	17,000 »	127.	»	Caisse communale.
id.	11,400 »	5.	2. 7. 10. 18.	id.
Echternach	68,100 »	»	27.	id.
Folschette	18,900 »	27.	»	Crédit foncier.
Grevenmacher	282,600 »	48. 60. 85.	105. 155. 161.	Caisse communale.
Hamm	11,400 »	33.	»	Crédit foncier.
Hollerich	17,100 »	74.	»	Caisse communale.
Mersch	3,400 »	14.	»	id.
Petange	28,400 »	49. 105.	»	id.
Remich	35,500 »	12. 16. 28.	»	id.
Stadtbredimus	10,700 »	8. 15.	1. 15.	id.
id.	2,100 »	1. 2. 9. 12. } 15. 19. 21. }	»	id.
Vichten	5,100 »	5.	»	Crédit foncier.
Wiltz	108,700 »	5. 26.	105.	Caisse communale.

Luxembourg, le 17 avril 1885.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Luxemburg den 17. April 1885.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung.

Infolge höheren Beschlusses darf Talg (eingeschmolzenes Fett von Rind- oder Schafvieh) auch wenn derselbe bei einer Temperatur von 14 bis 15° R. schmalzartige Consistenz zeigt, nach Nr. 26 c. 4 des Zolltarifs zum Satz von 2 Mark abgelassen werden, sofern er bei der Abfertigung durch Vermischung mit 2 Kilogr. Petroleum oder Paraffinöl auf je 100 Kilogr. unter amtlicher Aufsicht denaturirt wird. Die Kosten der Denaturirung haben die Empfänger des Talges zu tragen.

Luxemburg den 21. April 1883.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.

Publications non-officielles. — Nichtamtliche Mittheilungen.

Expropriation pour cause d'utilité publique.

Par exploit du ministère de l'huissier Herchen de Luxembourg, en date du 19 avril 1883, à la requête de l'État du Grand-Duché de Luxembourg, poursuites et diligences de la Société anonyme r. g.-d. des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, dont le siège est à Luxembourg, représentée par M. Letellier, ingénieur en chef, demeurant à Luxembourg, pour laquelle est constitué et occupera M^e Aug. Laval, avocat-avoué à Luxembourg.

Assignment a été donnée à Bernard Langers, journalier, demeurant à Rumlange, à comparaître le mercredi, 25 avril 1883, à neuf heures du matin, devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, y séant au Palais de justice, pour voir dire que les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation pour cause d'utilité publique des maison et parcelles ci-après désignées, situées à Rumlange, territoire de la commune de Kayl, appartenant à l'assigné et à entreprendre pour la construction du chemin de fer du Langenberg et Kirchberg (Embranchements de Rumlange) ont été remplies, savoir :

1° Un jardin, d'une contenance de 2 ares 81 centiares, sis à Rumlange, territoire de la commune de Kayl, section C, nos 25, 26 et 27 du plan parcellaire et n° 183 du cadastre, entre le chemin de Rumlange à Tétange et le terrain communal du Hutberg et aboutissant sur la maison Leger et Jean Michielli ;

2° Une maison d'habitation avec jardin, d'une contenance de 77 centiares, sise à Rumlange, territoire de la commune de Kayl, nos 28 et 29 du plan parcellaire, section C, n° 184 du cadastre, situées même lieu dit et mêmes tenants et aboutissants que le précédent jardin ; voir donner acte aux requérants qu'ils offrent à l'assigné la somme de 2700 francs, outre les matériaux à provenir de la démolition de la maison et les intérêts à 5 pCt. de la prédite somme à partir du jour de la prise en possession, comme indemnité du chef des dites emprises ; en cas de refus d'accepter les dites offres, voir procéder conformément à la loi au règlement des indemnités auxquelles l'assigné a droit ; voir ordonner l'envoi en possession des immeubles expropriés et s'entendre condamner aux dépens.

L'avoué poursuivant,
Aug. LAVAL.